PRISONS DU CHILI où 52 femmes prisonnières politiques réclament leur libération et justice pour leur peuple. Nous pouvons les aider.

Le 8 mars:
UNE FÊTE EN PLEIN COMBAT

POUR LA DÉMOCRATIE

Depuis 1936, le 8 mars est l'occasion pour les femmes, au Chili, de rendre hommage aux ouvrières du textile du Lower East Side de New York qui, le 8 mars 1857, firent la grève, manifestèrent et occupèrent les usines pour réclamer des salaires décents et de meilleures conditions de travail. Cent trente ans plus tard, nous pouvons constater que les luttes menées par les femmes dans les pays développés ont contribué de beaucoup à améliorer leurs conditions de travail et de vie et se sont traduites par des acquis sociaux dont la société entière ne saurait se passer. Les luttes pour l'égalité des droits sur les plans juridique, social, politique et économique gagnent ainsi de plus en plus de terrain. Par contre, dans un pays comme le Chili, où règne une dictature qui se caractérise par la violation systématique des droits humains, la condition des femmes est au stade de l'exploitation éhontée et de la discrimination primitive. Certes, la participation des femmes au marché du travail a augmenté au cours des dernières années au Chili, se situant maintenant autour de 25%. Mais le travail des femmes s'effectue dans des conditions d'exploitation extrêmes.

On estime à plus de 1.600.000 le nombre de personnes qui ont fui le pays depuis le coup d'État à cause de la répression et de la politique économique de la dictature. Dans les pays d'accueil, leur situation n'est pas meilleure. Aux problèmes d'adaptation, s'ajoutent, pour la plupart des femmes, les dures conditions de travail dans des secteurs non syndiqués, voire du travail au noir.

Mais ce **8 mars** pour les femmes chiliennes qui luttent contre la dictature au Chili, est **une journée de fête et de combat**. **De fête** surtout parce qu'elles ont vaincu la terreur du régime. Rien ne les a arrêtées dans leur lutte pour la défense des droits humains, pour la justice et la démocratie. Elles ont été les premières à s'organiser, à prendre la rue, à entreprendre la mobilisation sociale contre la dictature. Elles ont contribué fortement à la défaite de Pinochet lors du plébiscite.

C'est une journée **de combat** parce qu'elles ont beaucoup perdu sous ce régime et parce qu'elles doivent beaucoup gagner...

Ce 8 mars, tout au long du Chili, dans tous les quartiers populaires, à la campagne, même dans les prisons, les femmes fêtent leur Journée internationale. Au stade Santa Laura, à Santiago, 35.000 femmes sont attendues.

Leur revendication principale: la fin de la dictature, la démocratie maintenant, parce que sous la dictature il n'y a aucun espoir, surtout pour les femmes.

La fin de la dictature commence par le respect des droits humains, donc par la libération immédiate des prisonniers et prisonnières politiques.

La démocratie maintenant, une démocratie qui s'oppose surtout à l'autoritarisme et à la domination dans tout le pays, dans toutes les organisations politiques et sociales, dans toutes les maisons.

Démocratie pour participer pleinement à tous les niveaux à la construction du nouveau Chili.

Et nous, les femmes chiliennes en exil à travers toute la planète, nous célébrons le 8 mars comme un prolongement de la journée de combat et de fête qui a lieu au Chili. Nous sommes un chaînon de cette lutte des femmes sans frontières qui s'étend à plus de 40 pays.

Ce 8 mars, nous, les femmes chiliennes, au Chili ou en exil, saluons toutes les femmes qui, au Québec, participent activement à la construction d'une société nationale et internationale basée sur la JUSTICE et la SOLIDARITÉ.

VIVE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

LA RÉPRESSION N'ÉPARGNE

NI LES FEMMES, NI LES ENFANTS

Les «mères de la patrie» comme les désigne la dictature, sont cruellement réprimées lorsqu'elles dénoncent l'injustice et l'exploitation. La dictature a emprisonné, torturé, violé, exécuté de sang froid, brûlé vives, exilé des femmes qualifiées d'ennemies par le régime. Depuis le coup d'État, plusieurs d'entre elles ont disparu, enlevées par des agents du gouvernement (policiers et militaires) qui les ont emprisonnées ou assassinées. Parmi les 2.500 personnes disparues au Chili, 49 sont des femmes. Sept d'entre elles étaient enceintes au moment de leur arrestation et 25 étaient âgées de moins de 18 ans. On présume que leurs enfants sont nés en prison ou ont été assassinés avec leur mère. On ne dispose, en effet, d'aucune information à leur sujet car le régime a toujours refusé de répondre aux demandes de renseignement des familles des détenus-es disparus-es.

«Les témoignages de plusieurs ex-prisonnières politiques confirment le passage de certaines de ces femmes dans des centres de détention secrets («Londres», «José Domingo Canas», «Cuatro Alamos» et «Villa Grimaldi») institués par l'ex-DINA (Direction des services secrets nationaux).»

«Le juge Carlos Cerda a mené une enquête en 1975 sur la disparition de dix militants communistes, notamment de Reynalda Pereira, enceinte de six mois. Cette enquête a mis en évidence la participation de la DINA et du groupe Commando conjoint dans ces enlèvements».

(Tiré de la revue ANALISIS, no. 263, 23 au 29 janvier 1989)

QUI SONT LES RESPONSABLES DES DISPARITIONS?

- **Les gouvernements civils «démocratiques» ou militaires qui empêchent le développement du tiers monde par l'idéologie de la «sécurité nationale» et de la militarisation. L'idéologie nationale essaie de justifier la répression et l'ordre social injuste.**
- **La prise du pouvoir par les militaires, les innombrables coups d'État, les dictatures et les juntes militaires en Amérique latine, en Afrique et en Asie.**
- **La transformation du pouvoir politique par les militaires en un système de gouvernement autoritaire et répressif: abrogation des constitutions, suppression des partis politiques, des libertés démocratiques et des droits humains, emploi de la torture, emprisonnement, séquestration, disparition forcée et assassinat.**
- **L'imposition d'un modèle économique basé sur l'exploitation des peuples et l'augmentation des gains des compagnies nationales et transnationales.**

Au Chili, aucune loi ne sanctionne le délit d'enlèvement et la détention des opposants au régime. Les assassins opèrent ainsi en toute impunité. La Fédération des familles de détenus-es disparus-es d'Amérique latine, FEDEFAM, a présenté aux Nations unies un projet de convention qui vise à arrêter la pratique de cette méthode répressive et à sanctionner les responsables. Il faut que les pays démocratiques appuient ce projet.

Au Québec, 14.000 personnes ont déjà signé la pétition qui demande au gouvernement du Canada de parrainer ce projet de convention et de le faire voter aux Nations Unies. Au mois d'avril prochain aura lieu à Vancouver un colloque international portant sur le cas des détenus-es disparus-es et le projet de convention de FEDEFAM. Le but de ce colloque est de sensibiliser la population pour agir en conséquence.

Les militaires chiliens ne sont pas les seuls à faire disparaître les opposants à un régime de dictature afin de les réduire au silence, voire les assassiner. Cette pratique répressive est commune à tous les pays du tiers monde où le modèle économique de surexploitation a été imposé aux peuples. En Amérique latine, on estime à 100.000 le nombre de personnes disparues. Le Guatemala, l'Argentine et Haïti en comptent plus de 30.000 chacun.

FLORA
UN MESSAGE D'ESPOIR

Flora, prisonnière politique depuis 1987, est une jeune fille enthousiaste et dynamique, d'une force admirable.
Elle a eu connaissance du travail du CISO concernant la campagne de parrainage des prisonnières.
Elle a écrit à Clotilde Bertrand, du CISO :

Madame,

«Nous voulons vous dire par cette lettre la grande joie que nous ressentons et notre reconnaissance en apprenant le travail que fait le CISO et le Comité des femmes chiliennes de Montréal pour les prisonnières politiques. Nous vous transmettons nos salutations les plus fraternelles.

Ici dans cette prison existent des femmes de différentes conditions sociales dont plusieurs sont des ouvrières et toutes, nous sommes conscientes du rôle que nous avons assumé par notre lutte inlassable contre la dictature. Notre modeste contribution est comparable à un grain de sable dans l'engrenage, mais c'est pour cela que l'on nous a emprisonnées. Se maintenir à la hauteur de la situation ne veut pas dire que nous nous résignons. Ici, nous travaillons, nous étudions, nous faisons en sorte que notre vie ait un sens. Votre appui solidaire nous démontre que tôt ou tard se terminera ce temps obscur pour notre peuple. Nous vous invitons à continuer car votre appui est fondamental. Ce serait très important que les travailleuses et travailleurs chiliens soutiennent d'une manière plus décisive les demandes pour notre libération. Même ici, cela manque beaucoup. Vous pourriez nous aider. Votre travail nous réconforte. Nous faisons partie de ce peuple. Ayez confiance, notre travail en tant que prisonnières a une grande importance, une grande valeur.

Avec beaucoup d'affection, recevez un salut et un «abrazo» fraternels. Toute notre reconnaissance vous est transmise de notre part malgré la distance.

Au nom des prisonnières politiques du Chili,

Flora

«L'espoir continuera d'être nôtre»

«Pour les terres envahies, je t'invoque: LIBERTÉ»

ARINDA
UN CRI D'AMOUR

À MON FILS

Ces années d'absence
me semblent des siècles où
tu m'as manqué
même si quelques secondes
à peine
te séparent de moi.
Les montagnes et les mers
qui s'entrecroisent
ne sont que des prétextes
pour que nos pensées
s'élèvent
encore plus haut.
Les saisons permettent à
notre amour
de ne pas s'inscrire dans une
routinière monotonie.
Tu cherches la mer
pour rafraîchir ton corps
ensoleillé.
J'écoute les vagues
déchaînées
d'une mer hivernale
pendant que ton souvenir
réchauffe
ce coeur qui a dû s'aguerrir
pour continuer à battre ainsi,
incomplet.
Cette partie qui manque est
avec toi
elle reste en toi
afin que tu puisses aimer
davantage
tes amours
afin de te donner de loin
plus de force.

ARINDA OJEDA ARAVENA

Arinda, incarcérée à la prison de Coronel, sur la côte sud du Chili, a été condamnée en 1981 à 21 ans d'emprisonnement. Son fils adolescent vit en exil.

DE MONTRÉAL
GESTES DE SOLIDARITÉ

L'hiver dernier, le Congrès du syndicat de l'enseignement de la région des Mille-Iles (SERMI) endosse la décision du Conseil régional de parrainer une prisonnière politique qui a été condamnée à mort par le régime de Pinochet. Cecilia Radrigan Plaza, éducatrice en garderie, militait au Regroupement des familles de détenus-es disparus-es. Son compagnon, Juan Trujillo Lucero, a été assassiné en avril 1981 par les carabiniers au cours d'un affrontement simulé. Au moment de l'arrestation de Cecilia, le 24 octobre 1981, son fils était âgé de deux ans. Le plus jeune frère de Cecilia, Anselmo, qui est sociologue, est porté disparu depuis le 12 décembre 1974.

Cecilia écrivait l'année dernière au SERMI:
«Je suis en prison depuis six ans. Ce furent des années difficiles, dures, entrecoupées de grandes joies, de peines, mais par-dessus tout, je suis toujours convaincue de mon choix, de sa justesse. J'ai toujours cette volonté de conquérir un avenir fait de dignité et de sécurité pour les enfants de celles qui ont tant souffert dans cette prison. Chaque jour qui passe vient raffermir mon engagement.»

QU'A-T-ON FAIT?

1. Le président du syndicat a écrit à l'avocat de Cecilia et fait parvenir à son frère un montant d'argent symbolique.
2. La traduction des lettres de Cecilia a été distribuée à tous les membres et un poster d'elle est toujours affiché dans les locaux du personnel de toutes les écoles.
3. Des membres ont adressé massivement des lettres à l'ambassadeur du Chili à Ottawa et au ministre de la Justice du Chili leur demandant de libérer Cecilia et de ne lui faire subir aucun sévice.
4. 500 macarons à l'effigie du fils de Cecilia et de petits pendentifs représentant des colombes sont vendus auprès des membres et les profits réalisés servent à la défense des prisonnières politiques au Chili.
5. Le Conseil régional a reçu la visite d'une psychologue chilienne qui connaît personnellement Cecilia. Elle leur a parlé d'elle et de la situation au Chili.

DE QUÉBEC
MOTS DE TENDRESSE

Un professeur et ses étudiants et étudiantes de 5e et 6e années de l'école Saint-Malo à Québec, ont adopté une autre prisonnière politique, Patricia Herrero, incarcérée à la prison de Santo Domingo, à Santiago. Ils lui ont écrit:

Bonjour Patricia,
Je suis sérieusement touché de voir qu'il y a des pays aussi injustes envers les pauvres gens, qui souvent n'ont rien fait d'incorrect. Et si j'étais monsieur Gorbatchev ou George Bush, j'interviendrais tout de suite car demain il sera trop tard.
Patricia, je te souhaite bon courage, et ne lâche pas!

Steve Côté

Bonjour Patricia,
Comment vas-tu? Moi, ça va bien. Je voudrais te souhaiter un joyeux Noël, une bonne année, et tous mes voeux de bonheur. J'espère que tu vas sortir de la prison bientôt. Moi j'ai onze ans et je m'appelle Annie et je vis au Québec. Je ne t'ai jamais vue mais je suis certaine que tu es très gentille.

Annie Plamondon

Bonjour Patricia Beatriz Herrero Mediavilla,
Je m'appelle Julie et je vis au Québec. Il neige ici. Je sais que tu es en prison et que c'est dur pour toi. J'aimerais seulement que tu ne te décourages pas et que tu reprennes confiance.
J'espère que ma lettre sera comme un rayon de soleil pour toi. Joyeux Noël et bonne année!

Julie Renaud

Bonjour Patricia,
Je suis le professeur des enfants qui t'ont écrit. Ce fut pour eux l'occasion de prendre conscience de la valeur de leur liberté. Ils ont aussi ouvert les yeux sur les injustices qui se vivent dans le monde. Tu leur as permis, Patricia, de poser un geste de fraternité humaine au delà de nos frontières. Tu seras pour eux un symbole de lutte pour la justice et la liberté. Mon message se veut un message d'espoir et d'encouragement.
Au Québec, des enfants et des adultes pensent à toi et te supportent dans ton épreuve.
Bon courage!

Michel Leblanc

Ainsi se tissent des liens de solidarité,
des liens de tendresse.

LA SOLIDARITÉ EST LA TENDRESSE DES PEUPLES

LIBÉRONS LES PRISONNIÈRES ET PRISONNIERS POLITIQUES

La situation des droits humains au Chili et l'évolution de cette question décidera en grande partie du destin de la nation chilienne.

Les organisations de défense des droits humains au Chili ont alerté clairement l'opinion publique nationale et internationale à l'occasion du plébiscite du 5 octobre du danger de voir trompée la volonté majoritaire du peuple chilien. Le style de démocratie que Pinochet veut imposer au Chili n'a rien à voir avec la démocratie pour laquelle des milliers de vies ont été sacrifiées et pour laquelle sont encore détenus des centaines d'hommes et de femmes.

Avec l'appui des organisations de femmes, du mouvement syndical et d'autres organismes populaires, les organisations de défense des droits humains dénoncent avec force les tentatives déployées par certains secteurs de l'opposition chilienne qui veulent **reporter à plus tard la solution des cas des prisonniers et prisonnières politiques**. Or la reconstruction de la démocratie n'est pas possible sans leur libération.

Cette politique ne correspond en rien à la décision majoritaire du peuple chilien exprimée clairement lors du plébiscite. Au contraire, cette politique est davantage axée sur les dictées des stratégies des multinationales et du FMI. Il s'agit en fait de sauver le modèle économique ultra-libéral qui a été imposé au Chili grâce au coup d'Etat et qui a besoin de la protection des militaires pour se perpétuer. Toute mention du thème des droits humains est interprétée par le gouvernement militaire comme un attentat contre les forces armées. Ceci démontre encore une fois les positions et les alliances des secteurs dénoncés par les organisations populaires et de défense des droits humains.

Une campagne est en cours à l'échelle nationale et internationale exigeant la libération de tous les prisonniers et prisonnières politiques. Cette revendication est d'une importance capitale dans la lutte du peuple chilien pour l'instauration d'une véritable démocratie.

PINOCHET VEUT FAIRE TAIRE LA VOIX DES PERSÉCUTÉ-E-S

En 1975, le cardinal Silva Henriquez crée le Vicariat de la solidarité pour assurer la défense des droits humains bafoués par le régime Pinochet. Le Vicariat a reçu des plaintes de plus de 40.000 personnes dénonçant des abus du régime et s'est porté à leur défense. Le Vicariat se fait la voix des persécutés au Chili.

Depuis 1986, à la suite d'un incident où il a été porté secours à une personne blessée qui aurait été impliquée dans un délit de vol au cours duquel un carabinier a été tué, la police chilienne a pris prétexte de cet événement pour harceler les membres, exercer des représailles contre eux, accuser et emprisonner même l'avocat et le médecin du Vicariat.

Or, nous savons que le gouvernement du Chili cherche à avoir accès aux dossiers de ces victimes, particulièrement à tous les dossiers médicaux qui doivent contenir des preuves de torture. Ces dossiers devaient être saisis par ordonnance le 24 janvier 1989. Un appel en Cour suprême a été interjeté et la Cour a rendu son jugement le 6 février dernier en faveur de la justice militaire.

Devant cette nouvelle menace à la confidentialité et à la sécurité de centaines de personnes, un vaste mouvement de protestation nationale se manifeste au Chili. Des groupes de défense montent la garde à la porte de la cathédrale de Santiago et malgré des attaques répétées des forces militaires, le vicaire responsable, Sergio Valech, a maintenu sa décision de ne pas livrer les dossiers confidentiels et en a fait une déclaration publique aux militaires.

Au plan international, la réaction pour la défense du Vicariat de Santiago a été massive et efficace:

- par lettres et par téléphone, Terry Johns et Joe Clark du Ministère des affaires extérieures du Canada ont été invités à faire pression auprès du gouvernement chilien pour empêcher la violation des dossiers de la Vicariat;

- par télégramme, la même demande a été faite à Augusto Pinochet.

L'attaque du Vicariat de la solidarité, c'est une provocation ouverte contre le peuple chilien qui, le 5 octobre dernier, s'est prononcé pour une démocratie respectueuse des droits humains. Comme le disait M. Andrés Dominguez, de la Commission chilienne des droits humains: «la violation des dossiers médicaux n'est que le premier pas d'une escalade de répression envers tous les autres organismes de défense des droits humains. Le Vicariat, c'est la première institution de droits humains à être attaquée de cette façon. Cette attaque contre le Vicariat frappe chaque Chilien dans sa propre dignité.»

CARMEN QUINTANA

Malgré la victoire du NON, la répression continue

Carmen Quintana, cette jeune femme chilienne d'à peine 20 ans, brûlée vive en 1986 par les tortionnaires du régime Pinochet, est devenue le symbole de la résistance à la dictature.

Invitée à participer au Colloque «Les femmes et le droit, perspectives internationales» et au lancement du livre qu'André Jacob a écrit sur son histoire,[1] Carmen Quintana est venue du Chili à Montréal pour quelques semaines. Elle nous a livré le message suivant:

«La victoire du NON au Chili ne signifie pas l'arrêt, ni même la diminution, de la répression. Au contraire, ça continue, plus fortement. L'attaque du Vicariat de la solidarité de Santiago en est un exemple. Il faut intensifier les pressions politiques internationales et poursuivre la campagne de solidarité en appui aux organismes de défense des droits humains qui réclament la libération de tous les prisonniers et prisonnières politiques.»

Carmen remercie chaleureusement les organisations québécoises de leur soutien à son combat qui est celui de tous les Chiliens et Chiliennes engagés dans la lutte pour la démocratie et la liberté. Elle salue les membres des délégations québécoises venues au Chili en mars 87 et aussi en octobre 88. Elle dit espérer ardemment que s'appliquent les conclusions du rapport de la mission québécoise d'observation lors du plébiscite du 5 octobre 1988.[2]

1. *«Carmen Quintana, présente!» par André Jacob, éditions de la Rose blanche, 200 pages illustrées. Disponible au CISO et au centre de documentation de la CSN. 14,95 $*
2. *«Le plébiscite du 5 octobre 1988 au Chili» Rapport final de la mission québécoise d'observation. Disponible au CISO. 3,00 $*

«SOLO EL PUEBLO MOVILIZADO LIBERA AL PUEBLO ENCARCELADO!»*

QUE FAIRE ?

- Participer à la campagne de mobilisation du CISO en réclamant la libération de tous les prisonniers et prisonnières politiques et demander à parrainer-marrainer une prisonnière encore sans soutien de l'extérieur.
- À l'occasion du 8 mars ou autrement, envoyer des lettres de salutations et d'appui aux prisonnières politiques, aux organisations de femmes qui luttent au Chili pour la justice et la démocratie. (Contacter CISO pour les adresses et la traduction s'il y a lieu)
- Prendre la responsabilité de s'informer constamment sur la réalité chilienne et soutenir les activités entreprises pour que cessent la torture et la répression, pour que s'instaure une véritable démocratie au Chili.
- Lire et diffuser le rapport publié par la Mission québécoise d'observation du plébiscite au Chili et travailler à faire appliquer ses recommandations. Ce rapport est disponible au bureau du CISO.

COMMENT:

- Faire appel au CISO et à ses ressources pour animer une rencontre, préparer une intervention ou convenir d'un moyen d'action en lien avec le Comité des femmes chiliennes de Montréal.

***«SEUL LE PEUPLE MOBILISÉ LIBÈRE LE PEUPLE EMPRISONNÉ!»**

Ce document a été préparé par:

Nicole Pomerleau
en collaboration avec:
Clotilde Bertrand
Eliana Cielo
Michel Leblanc
André Marcoux
Ginette Mongeau
Zaïda Nunez
Marthe Therrien
Robert Quévillon

Conception graphique:
Nicole Pomerleau

Photocomposition, montage et impression:
Les Presses Solidaires inc.

Distribution:
Le Centre international de solidarité ouvrière
1415, Jarry Est, local 101
Montréal H2E 1A7
Tél.: 374-6660, poste 305

Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec

PRIX: .50¢